



Rentrée 2022 : toujours faire plus avec moins !!

COMMUNIQUÉ

Le ministère a présenté ce mercredi 15 décembre les cartes scolaires 1^{er} et 2nd degré pour la rentrée prochaine. Alors que la situation est déjà très largement dégradée dans les écoles et les établissements scolaires (classes surchargées, manque de personnels, recours accru aux personnels précaires, burn-out dans certains services...), le ministre, pour le dernier budget de ce quinquennat, n'a pas ralenti l'allure du démantèlement et de la suppression des moyens en personnels.

Arguant d'une baisse démographique, le ministère va réaliser le triste exploit de ne créer aucun poste dans le 1^{er} degré tout en en supprimant de nouveaux dans le 2nd degré.

Dans sa présentation, le ministère tente pourtant de masquer ce fait en faisant une présentation de sa carte scolaire en moyens d'enseignement et non en postes, intégrant la hausse des décharges de direction du 1^{er} degré, les heures supplémentaires et le passage de la très grande majorité des stagiaires d'un mi-temps à un temps plein d'enseignement.

Pour la CGT Éduc'action, il s'agit d'une méthode malhonnête. Les décharges de direction d'école ne sont pas des moyens d'enseignement, les heures supplémentaires ne sont pas absorbées par les personnels trop épuisés, la réforme de la formation initiale va fragiliser les stagiaires, au risque de multiplier les démissions et va dégrader les conditions d'étude des élèves.

En revanche, alors que la crise sanitaire démontre l'absence criante de moyens de remplacement, rien n'est engagé pour y pallier.

Quant à la création de 300 postes de CPE, il s'agirait d'accompagner la politique de mixité sociale du ministère, en particulier les internats d'excellence. Cela n'est donc pas fait pour améliorer globalement les services Vie scolaire qui en ont tellement besoin. D'ailleurs, il n'y a aucune création de postes d'AEd mais l'imposition de l'équivalent de 800 postes en heures supplémentaires dans le but de surveiller des cours en vidéo en l'absence d'enseignant-es.

Le ministère va encore plus loin dans le cynisme et le mépris des personnels en créant, pour la première fois depuis des années, 80 postes administratifs dédiés à l'encadrement du SNU, marotte idéologiquement dangereuse et socialement inutile du gouvernement. Parallèlement, il pousse même le vice jusqu'à supprimer 30 postes dans l'administration centrale alors que les services sont déjà exsangues et que les personnels paient de leur santé cette situation.

De même, la création de 50 postes d'infirmier-ères et d'assistant-es sociaux-ales, présentée sans distinction entre les deux catégories, est notoirement insuffisante, surtout dans le contexte de crise due au covid et méprisante pour ces métiers.

Notre organisation syndicale condamne ce budget et la répartition des postes qui entraîneront une nouvelle profonde dégradation des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves. Alors que la baisse démographique était l'occasion de diminuer les effectifs par classe et d'améliorer l'accompagnement pédagogique des élèves, le ministère fait une nouvelle fois le choix d'un froid et glaçant travail comptable.

La CGT Éduc'action continue de porter cette urgence et appelle les personnels à se mobiliser rapidement, partout où c'est possible et nécessaire, afin de porter ces justes exigences.

Montreuil, le 16 décembre 2021